

Éditorial

Obligation de servir: où est la modernité?

Lise Bailat

Correspondante parlementaire



Faut-il affaiblir le service civil pour protéger l'armée? À cette question, le Conseil des États a répondu par la positive hier à Berne. Il a pris sept mesures pour faire de la passerelle qui existe aujourd'hui entre l'armée et le service civil un vrai parcours du combattant. Le but est affiché: empêcher au maximum celui qui a revêtu l'uniforme gris-vert une fois dans sa vie de changer de voie.

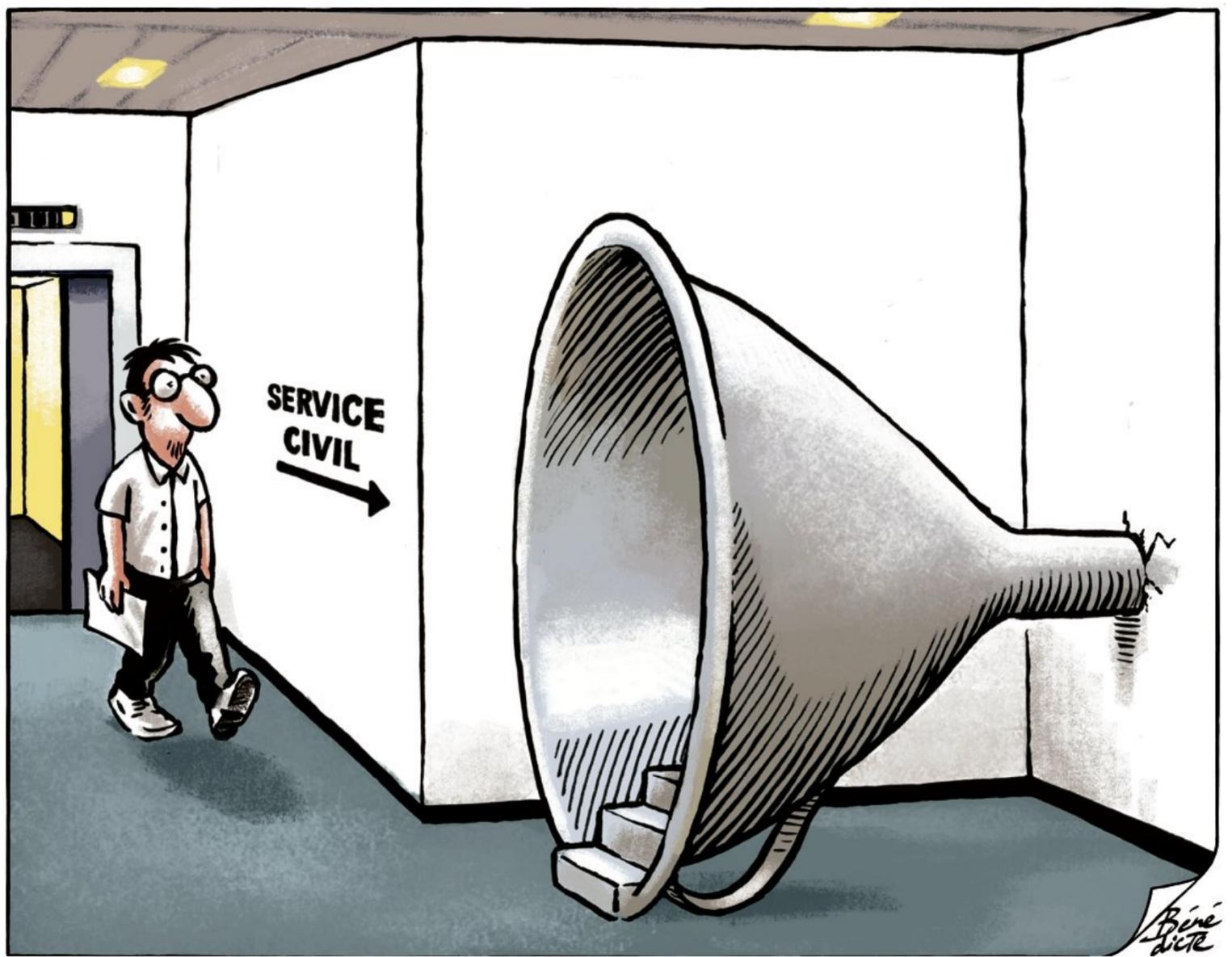
«Ce débat sur le durcissement de l'accès au service civil semble d'arrière-garde»

Les raisons de cette réforme sont connues. Pour garder un effectif jugé suffisant pour mener à bien ses tâches, l'armée doit instruire 18 000 personnes chaque année. Or ce nombre a été difficilement atteint lors des derniers exercices.

Mais la manière empruntée par le Conseil fédéral, approuvée par le Conseil des États hier, dérange. Le nombre d'admissions au service civil est en hausse depuis 2011? Certes, mais en parallèle, l'aptitude au service militaire a aussi diminué d'un tiers ces trente dernières années. L'armée est contrainte de s'adapter à cette réalité en priorité. Un groupe de réflexion y travaille et le chef de l'armée, Philippe Rebord, bien conscient du défi, y a investi beaucoup d'énergie. Mais on semble encore loin du compte. En outre, les difficultés des centres de recrutement à admettre toutes les minorités de la société - transgenres et véganes par exemple - accroissent encore les problèmes d'effectifs de la troupe.

Et sur le fond, ce débat sur le durcissement de l'accès au service civil semble d'arrière-garde. Pour la droite, il est clair que le jeune citoyen n'a pas le choix entre l'armée et le service civil. C'est la sécurité qui prime. Pour la gauche et une partie du centre, il ne doit pas y avoir de hiérarchie face à l'obligation de servir, quitte à faire preuve d'un peu de mauvaise foi en plaçant la liberté d'invoquer des problèmes de conscience tout au long de sa vie. Honnêtement, le sous-officier qui bifurque vers la voie civile a sans doute autre chose en tête. Mais on évite toujours la question clé: comment définit-on l'obligation de servir aujourd'hui? Et servir à quoi? Aucun conseiller fédéral n'a osé jusqu'ici décloisonner le débat et mener une réflexion d'ensemble. C'est peut-être la seule manière de faire entrer le service obligatoire dans la modernité. **Page 18**

Bénédicte Durcissement de l'accès au service civil



Réflexions

La plus-value des examens en vue de l'avenir professionnel

L'invité

Pascal Foschia
Directeur de la formation, Fédération vaudoise des entrepreneurs



Alors que l'année scolaire vient de débiter et que toutes les classes d'école vont vivre au rythme des tests, la question, récurrente, se pose: les évaluations déclenchent-elles une pression difficilement supportable pour l'élève? Récemment, une interpellation au Grand Conseil remettait en cause les épreuves cantonales de référence (ECR) et leur statut actuel. Dans «24 heures», certains spécialistes estimaient d'ailleurs à ce propos que le fait de se préparer aux examens augmenterait l'anxiété des élèves.

En réalité, il me semble qu'il vaut la peine de percevoir le potentiel de valeur ajoutée des évaluations, à savoir celui de préparer les élèves au monde de demain, d'appréhender un univers professionnel en constante évolution et de permettre aux jeunes de disposer d'une certaine agilité.

Les tests, les épreuves d'examens annuels font partie du processus d'apprentissage et du parcours de l'élève afin de pouvoir bénéficier, autant pour lui-même que pour ses parents et bien évidemment pour l'école, de résultats concrets afin de connaître, à un moment clé, ses aptitudes dites scolaires.

À l'inverse de ce que d'aucuns affirment, il est probable qu'une diminution de ce type d'exercices puisse aussi contribuer à augmenter l'anxiété et le stress des élèves, ultérieurement. Le fait d'éviter, de rectifier, voire de supprimer des épreuves pourrait avoir pour conséquence de rendre ces derniers d'autant

plus vulnérables pour la suite de leur parcours.

Justement: parlons plutôt du postobligatoire et de la capacité attendue, que ce soit en filière gymnasiale ou en formation professionnelle, de disposer d'élèves prêts à passer un cap et, surtout, à faire face aux examens et à leurs résultats qui, forcément, vont avoir un impact sur leur avenir ou choix d'orientation.

Car bon nombre d'employeurs d'apprentis notent aujourd'hui une grande fragilité des élèves à la sortie de l'école obligatoire et la perception parfois peu claire qu'ils ont de l'environnement professionnel dans lequel ils se sont engagés. Surtout, le fort taux de rupture de contrats d'apprentissage durant les six premiers mois de formation force à un constat d'échec des plus préoccupants. Conjuguer objectifs scolaires dans le cadre des cours professionnels et objectifs «métier» devient dès lors une difficulté infranchissable pour certains apprentis.

«Nombre d'employeurs d'apprentis notent aujourd'hui une grande fragilité des élèves à la sortie de l'école obligatoire»

Or, que ce soit par l'intermédiaire de la filière académique ou par la voie de la formation professionnelle, les élèves partageront tous le même objectif prioritaire: trouver une place de travail. Alors ne cédon pas à la facilité de tout remettre en question, car la vie professionnelle et le monde économique d'aujourd'hui sont jalonnés d'examens quotidiens et perpétuels.

La nature est trop importante pour être confiée aux écolos

L'invité

Jean-François Thuillard
Agriculteur, député UDC, candidat au Conseil national



En cette période préélectorale, il ne se passe pas un seul jour sans que la presse n'évoque les dangers qui pèsent sur la nature et l'importance d'agir dans ce domaine. Il ne fait aucun doute que la nature et notre environnement sont des affaires sérieuses, mais nous, les agricultrices et agriculteurs, n'avons pas attendu que les Verts et les écolos les instrumentalisent politiquement pour nous en rendre compte.

Pour s'offrir une légitimité dans ce débat, de nombreux activistes du climat - dont l'écrasante majorité est incapable d'affirmer si les oreilles des vaches sont devant ou derrière leurs cornes - ont jeté l'opprobre sur le monde paysan. Ils accusent les agriculteurs de maltraitance animale, ils dénoncent les méthodes de production et hurlent à l'empoisonnement des nappes phréatiques.

Nombreux sont celles et ceux qui nous expliquent comment nous devons nous occuper de nos exploitations agricoles mais peu, en ces mois d'été, étaient dans les champs ou sur les alpages pour mettre en pratique ce qu'ils sermonnent le reste de l'année dans les médias.

Alors qu'il était député, Georges Clemencau avait affirmé que la guerre étant une chose trop grave pour être confiée à des militaires. Il en va de même aujourd'hui avec les activistes et donateurs de leçons du climat. La nature est une chose trop grave pour être confiée aux écolos.

En effet, depuis la nuit des temps, des hommes et des femmes cultivent la terre

au gré des saisons. Les agriculteurs mettent en terre les semences, puis veillent sur les champs et en prennent soin jusqu'au moment de la récolte et ils recommandent cette opération depuis des millénaires afin de nourrir nos communautés avec le fruit de la nature. Aimer la terre et la nature n'est pas un passe-temps de bobos mais un art de vivre qui nous oblige à l'humilité. On est loin des théories toutes faites et des «yakas» lus ou entendus dans les médias.

En Suisse, les normes pour l'exploitation agricole sont parmi les plus sévères du monde. Elles visent à la fois la qualité des produits, le bien-être des animaux et le respect de la nature. Les agricultrices et agriculteurs suisses se conforment à toutes ces normes et n'ont jamais relâché leurs efforts avec la mise en place, sur chaque exploitation, de nombreuses mesures en faveur de la biodiversité.

«La défense de la nature, il y a ceux qui en parlent et il y a ceux qui la pratiquent»

Les agitateurs du climat ne peuvent survivre politiquement qu'en agitant la peur au sein de la population dans le but de donner du sens à leurs théories. Se faisant, ils induisent le doute chez les consommateurs et poussent une partie de ceux-ci à se tourner vers des produits importés. Ainsi, au nom de la défense du climat, on favorise les produits issus d'une agriculture moins normée que la nôtre et qui ont traversé les océans à bord de cargos qui avancent au fioul lourd.

La défense de la nature, il y a ceux qui en parlent et il y a ceux qui la pratiquent.